

Gilles RAVEAUD

© Gilles RAVEAUD pour l'Economie politique

« [Lundi, c'était Mermet](#)
[La tête sous la presse](#) »

Chômage : à qui la faute ?

[les derniers articles](#) | [imprimer](#) | [envoyer a un ami](#)



Dans le cadre du livre [Les sciences, ça nous regarde !](#), dirigé par Lionel Larqué et Dominique Pestre, qui vient de paraître aux éditions La Découverte, j'avais rédigé un texte expliquant simplement les causes du chômage.

J'ai finalement rédigé un autre texte, sur le pluralisme en économie. Je poste donc ce premier texte ici.

Trois grandes explications au chômage sont retenues : le rôle du système (Marx, Keynes) ; la responsabilité des individus (Friedman) ; et le rôle des institutions (plein d'auteurs).

Chômage : la faute à qui ?

Un matin blême

Lundi matin, 9 heures. Pôle Emploi ouvre ses portes. Mireille se présente, déjà fatiguée : elle sait qu'il n'y aura rien pour elle. Ex-ouvrière dans une usine de matelas qui a fermé, elle est pourtant prête à accepter bien des emplois : caissière, secrétaire, manutentionnaire... Mais partout elle entend la même chose : il n'y a rien, et quand il y a, c'est trop loin de chez elle, ou ce n'est pas assez d'heures pour vivre. Et puis, lui fait-on comprendre, à 52 ans, elle n'est plus toute jeune, alors...

Pourquoi Mireille est-elle au chômage ? Est-il possible de remédier à sa situation ? Ces questions traversent la profession des économistes depuis qu'elle existe.

Disons-le tout net : il n'existe pas de réponse unique à cette question. Pire encore : il n'est même pas possible de parler de « progrès de la science » à propos de l'explication du chômage. La science économique ne comprend pas de mieux en mieux le problème du chômage. Au contraire, un petit nombre d'explications, à peu près toujours les mêmes, est en présence. Simplement, selon la période et le pays, c'est telle ou telle explication qui domine les débats intellectuels et politiques.

La faute au système ?

L'opposition principale distingue deux types d'explications : les explications qui renvoient la responsabilité du chômage de Mireille au système économique, et celles qui estiment que si Mireille est au chômage, il est de sa responsabilité d'en sortir.

Karl Marx et John Maynard Keynes sont les principaux auteurs ayant démontré que le système économique pouvait provoquer du chômage, sans que les individus en soient responsables. Pour Marx, économiste allemand qui écrit vers 1850, le système économique est organisé autour de « la lutte des classes » : les capitalistes, qui possèdent les entreprises, emploient des personnes, appelées salariés, pour faire fonctionner leurs usines, leurs magasins et leurs bureaux. Le but des capitalistes est d'obtenir le plus grand profit possible. Pour cela, les capitalistes versent les salaires les plus bas possibles aux salariés, et ils embauchent le moins de personnes possible. De ce fait, il peut exister des situations où certaines personnes ne trouvent pas d'emploi.

Pour Keynes également, les individus ne sont pas responsables du chômage. Keynes, professeur à l'université

de Cambridge au Royaume-Uni, observe la grande crise économique de 1929, qui conduit des millions de personnes à perdre leur emploi de par le monde. Proche du parti libéral, Keynes croit à l'économie de marché. Mais il constate que le marché peut s'effondrer, que la crise peut conduire à la misère et au désespoir. Soucieux de préserver la paix dans le monde et la démocratie face à la montée des régimes autoritaires, Keynes explique que, lorsqu'il y a du chômage, il faut que l'Etat intervienne. En effet, seul l'Etat peut, par exemple par ses politiques de grands travaux comme le New Deal aux Etats-Unis, soutenir l'économie de marché.

La faute aux individus ?

Les idées « keynésiennes » ont guidé les réflexions de la plupart des économistes et des hommes politiques après la seconde guerre mondiale, conduisant à une période de prospérité sans précédent, marquée par le « plein-emploi », c'est-à-dire l'absence de chômage.

Cependant, ce système a connu une grande crise, au milieu des années 1970 : l'économie est devenue moins efficace, le chômage a augmenté, et les prix se sont mis à fortement augmenter chaque année – ce que l'on appelle l'inflation. Face à cette situation, les dirigeants des principaux pays riches ont accru les allocations versées aux chômeurs, pour éviter que ceux-ci deviennent pauvres, et pour aider l'ensemble de l'économie. Par ailleurs, les dirigeants de l'époque ont également financé des programmes publics (construction de logements, de collèges, embauches de fonctionnaires, etc.).

Malheureusement, ces politiques n'ont pas obtenu les résultats attendus. De nouveaux théoriciens ont alors avancé une autre explication au chômage. Pour Milton Friedman, professeur à l'université de Chicago aux Etats-Unis, le chômage est un phénomène inévitable, « naturel » : il n'est pas possible de le faire diminuer en accroissant les dépenses publiques. Friedman estime que les économistes keynésiens ont tort : pour diminuer le chômage, il ne faut pas augmenter les allocations versées aux chômeurs, mais au contraire les réduire, afin de pousser – on dit « inciter » – les chômeurs à chercher activement du travail.

Pour Friedman, la cause du chômage, ce n'est pas un mauvais fonctionnement de l'économie, mais au contraire une intervention trop forte des hommes dans l'économie. Laissez à lui-même, le marché fonctionnerait bien.

La faute aux institutions ?

Depuis les années 1980, de nombreux travaux ont fait le lien entre le chômage et ce que l'on appelle des « institutions », c'est-à-dire les structures durables que les hommes inventent. Des exemples d'institutions sont la Bourse, les universités, ou les entreprises.

Ainsi, pour l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), si le chômage est fort en Europe, c'est-à-cuse des institutions qui empêchent les entreprises d'embaucher librement. Par exemple, l'Etat impose un salaire minimum (le SMIC), ce qui empêche les entreprises d'embaucher quelqu'un pour un salaire inférieur. Sans le SMIC, les salaires seraient certes plus bas, mais il y aurait moins de chômeurs.

De plus, selon l'OCDE, le droit du travail impose des règles que les entreprises doivent suivre quand elles souhaitent licencier quelqu'un : or ces règles seraient si contraignantes que les entreprises préféreraient ne pas embaucher, par peur de ne pas pouvoir licencier leurs salariés quand elles en auraient besoin.

Pour d'autres auteurs, les institutions expliquent que des pays très différents arrivent à lutter efficacement contre le chômage. Ainsi, en Suède, le bas chômage s'expliquerait par deux éléments : d'une part des fortes dépenses publiques, embauchant de nombreuses personnes dans la santé et l'éducation, et d'autre part un système efficace de formation des chômeurs leur permettant de retrouver rapidement du travail.

A l'inverse, le chômage serait faible au Royaume-Uni, pour deux raisons principales : d'une part la faiblesse des allocations versées aux chômeurs, qui les inciterait à retrouver rapidement du travail, et d'autre part la facilité avec laquelle les entreprises peuvent licencier, qui faciliterait les embauches.

Autrement dit, autant un système économique « social-démocrate » – la Suède – qu'un système « libéral » – le Royaume-Uni – peuvent lutter efficacement contre le chômage. Mais les conséquences sur les inégalités et la pauvreté, c'est-à-dire sur le bien-être des individus et le type de société dans laquelle ils vivent, sont bien différentes.

Que faire pour Mireille ?

Selon l'analyse que l'on fait de la situation, les mesures à prendre sont très différentes. Faisons un tour d'horizon de ce que proposent des économistes français aujourd'hui.

Pour Michel Husson (de l'IRES), économiste marxiste, il faut réduire les profits et augmenter les salaires, ce qui créera des emplois. Jean-Paul Fitoussi (de l'OFCE), économiste keynésien, pense quant à lui qu'il faut augmenter les dépenses publiques dans l'éducation et la recherche.

A l'inverse, les économistes libéraux Pierre Cahuc (Ecole Polytechnique) et Jean Tirole (université de Toulouse) veulent réduire l'encadrement légal du contrat de travail, afin de faciliter les licenciements, cette mesure étant supposée favoriser les embauches.

D'autres approches existent, comme celle développée par Jean Gadrey (université de Lille 1 et *Alternatives Économiques*) et Alain Lipietz (député européen des Verts), qui pensent que le chômage est la conséquence de l'essoufflement du système technique industriel actuel. Pour ces auteurs, seule une révolution écologique permettra à la fois de préserver la planète et de créer de très nombreux emplois, par exemple dans l'isolation des logements, les transports en commun, ou les technologies « propres ».

On notera également que certaines caractéristiques des individus sont à l'origine de leur risque de chômage plus élevé que la moyenne, comme l'âge, leur lieu de résidence, ou leur appartenance ethnique. Lutter contre ces discriminations est donc essentiel pour faire reculer le chômage.

La science économique : des ingrédients, pas une recette

Que faire face à cet ensemble hétéroclite d'explications du chômage ? Tout d'abord, avoir conscience de l'existence de diverses explications, dont la liste fournie ici ne constitue qu'une petite partie !

Ensuite, utiliser les théories en fonction de la situation considérée : ainsi, dans les années 1970, la force des syndicats britanniques nuisait sans doute à l'économie du pays, facilitant l'accès au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979.

Aujourd'hui, il semble que le problème principal soit plutôt l'hypertrophie du système financier et l'aggravation des inégalités entre individus. C'est notamment ce qu'affirment Philippe Askenazy, Thomas Coutrot, André Orléan et Henri Sterdyniak qui, dans leur Manifeste publié en 2011, se disent « atterrés » par les politiques économiques menées en Europe aujourd'hui.

Enfin, l'économiste doit tâcher d'être honnête par rapport à ses valeurs morales et ses préférences politiques. Ainsi, il me semble possible, et nécessaire, d'éradiquer le chômage dans une société riche. Les difficultés à une telle entreprise sont plus politiques qu'économiques.

Les questions économiques fondamentales sont les suivantes : Que produisons-nous ? Des téléphones portables, ou des légumes bio ? Comment répartissons-nous la richesse ? Pourquoi le chirurgien gagne-t-il cinq ou dix fois plus que l'infirmière ? Voilà les questions de base de l'économie. C'est de la réponse que nous apportons – ou pas – à ces questions que découle l'organisation de l'économie, et donc le niveau du chômage.

Réduire le chômage en France est aujourd'hui une priorité. Pour cela, il faut mieux organiser l'économie, produire des choses utiles, limiter les consommations excessives ou nuisibles, et diminuer fortement les inégalités. Le souhaitons-nous ? Si oui, pourquoi n'y parvenons-nous pas ?

Cet article a été posté le Mercredi 20 mars 2013 dans la catégorie [Chômage](#), [Enseignement de l'économie](#). Vous pouvez envoyer un commentaire en utilisant le formulaire ci-dessous.



8 commentaires de “Chômage : à qui la faute ?”

1. [Gilles RAVEAUD » Blog Archive » Chômage : à qui la faute ? | what's new in science | Scoop.it](#) dit : le 21 mars 2013 à 16:55

[...] Gilles RAVEAUD » Blog Archive » Chômage : à qui la faute ? From alternatives-economiques.fr - Today, 3:55 PM [...]